

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2023-38 du 3 novembre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Des membres du Congrès appellent l'administration à accélérer la mise en œuvre de son mécanisme de contrôle des investissements sortants
2. La Maison-Blanche annonce un entretien entre les Présidents Biden et Xi au sommet de l'APEC
3. Le Président Biden soutient le renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act
4. Des sénateurs républicains proposent une « taxe sur la pollution étrangère »
5. Les États-Unis adoptent un nouveau paquet de sanctions contre la Russie

Climat – énergie – environnement

6. Le Groupe de travail États-Unis – Union européenne sur la sécurité énergétique poursuit ses travaux
7. Les États-Unis et le Japon ont tenu leur deuxième dialogue annuel sur la sécurité énergétique
8. Le Département de l'Énergie annonce 1,3 Md\$ pour trois lignes de transport d'électricité
9. Le Département d'État et l'organisation SAFE annoncent un partenariat pour diversifier les approvisionnements en minéraux
10. Les États-Unis et la Norvège renforcent leur partenariat et leurs priorités bilatérales sur l'énergie, les minéraux et le climat

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA uniformise et renforce les exigences réglementaires en matière d'élevage biologique

Numérique et innovation

12. Le décret exécutif sur l'IA bénéficie d'un accueil généralement positif auprès des parties prenantes américaines

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Des membres du Congrès appellent l'administration à accélérer la mise en œuvre de son mécanisme de contrôle des investissements sortants

Le président et le *ranking member* de la Commission spéciale sur le Parti communiste chinois à la Chambre des représentants, Mike Gallagher (R-Wisconsin) et Raja Krishnamoorthi (D-Illinois), ont [adressé](#) le 31 octobre une lettre à la Secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, l'enjoignant à accélérer la mise en œuvre du mécanisme de contrôle des investissements sortants, [annoncé](#) par l'administration le 9 août dernier. Ce mécanisme, dont l'entrée en vigueur devrait intervenir dans le courant de l'année 2024, vise à encadrer les investissements d'entités américaines au sein d'entreprises chinoises dans les secteurs des semi-conducteurs, du quantique et de l'intelligence artificielle. Les représentants recommandent à l'administration d'adopter une définition extensive de ces secteurs, d'inclure dans le champ de son contrôle certains investissements passifs (alors que seuls les investissements actifs seraient couverts par le mécanisme proposé par l'administration) et de renforcer la coordination avec les partenaires des États-Unis pour assurer l'efficacité de ce mécanisme. Ce dernier point avait également été souligné par plusieurs représentants de l'industrie américaine dans le cadre de l'appel à commentaires publics ayant suivi l'annonce de la création du mécanisme [voir [Brèves sectorielles du 6 octobre 2023](#)].

Mike Gallagher a également [introduit](#) le 1^{er} novembre, conjointement avec le représentant Joe Courtney (D-Connecticut), une nouvelle proposition de législation, intitulée « American Security Drone Act », visant notamment à interdire l'achat et l'utilisation par les agences fédérales américaines de drones conçus par des entreprises basées en Chine.

2. La Maison-Blanche annonce un entretien entre les Présidents Biden et Xi au sommet de l'APEC

À l'occasion d'un échange avec la presse le 31 octobre, la porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre, a [confirmé](#) que le Président Joe Biden devrait s'entretenir avec son homologue chinois Xi Jinping à l'occasion du prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays de la Coopération économique Asie Pacifique (APEC), qui se tiendra à San Francisco du 15 au 17 novembre. Cette annonce intervient dans un contexte de reprise progressive des échanges entre Washington et Pékin, après que plusieurs représentants de l'administration et du Congrès américains se sont récemment rendus en Chine et que des groupes de travail bilatéraux sur les sujets économiques et financiers ont tenu leur première session de travail à la fin du mois d'octobre [voir [Brèves sectorielles du 27 octobre 2023](#)].

3. Le Président Biden soutient le renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act

Dans un communiqué [publié](#) par la Maison-Blanche le 1^{er} novembre, le Président Biden a indiqué qu'il « sout[enait] fortement le renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) » et qu'il y travaillerait avec le Congrès, qui doit décider de son renouvellement avant l'expiration du programme en 2025. Adopté en 2000, l'AGOA prévoit notamment l'octroi d'un accès sans droits de douane au marché américain à un ensemble de pays d'Afrique subsaharienne dont l'éligibilité est révisée chaque année.

Au moyen de lettres [adressées](#) aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat le 30 octobre, le Président Biden a ainsi notifié le Congrès de son intention de suspendre le bénéfice de ce programme pour quatre pays : la République centrafricaine, le Gabon, le Niger et l'Ouganda. Dans ces lettres, le Président Biden déclare que les gouvernements de la République centrafricaine et de l'Ouganda « [ont] perpétré des violations flagrantes des droits de l'homme » et que le Niger et le Gabon n'ont « pas établi et ne font pas de progrès continu en vue de l'établissement du pluralisme politique et de l'État de droit ». La notification du Président au Congrès devant, aux termes de l'AGOA, intervenir 60 jours avant la suspension effective des bénéfices des pays concernés, la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [indiqué](#) le 31 octobre que cette suspension prendrait effet le 1^{er} janvier 2024. Dans le même communiqué, elle a également annoncé que, sur le fondement de la révision d'éligibilité annuelle de l'AGOA, la Mauritanie serait réintégrée dans le programme (après en avoir été suspendue depuis 2019), en raison de ses progrès en matière des droits des travailleurs.

Ces annonces sont intervenues alors que K. Tai s'est [rendue](#) le 31 octobre à Johannesburg, en Afrique du Sud, où elle doit co-présider le Forum de l'AGOA les 3 et 4 novembre. Les débats sur la manière d'améliorer ce programme seront au centre des discussions de ce rassemblement d'après les propos [tenus](#) à la presse par l'USTR adjointe pour l'Afrique, C. Hamilton, le 26 octobre dernier, qui a noté qu'« après 25 ans, nous savons que très peu de pays tirent effectivement avantage de ce programme ».

4. Des sénateurs républicains proposent une « taxe sur la pollution étrangère »

Le 2 novembre, les sénateurs B. Cassidy (R-Louisiane), L. Graham (R-Caroline du Sud) et R. Wicker (R-Mississippi) ont [déposé](#) une proposition de loi visant à imposer une taxe sur les importations américaines de plusieurs produits en fonction de leur intensité carbone. Selon le sénateur Cassidy, ce texte viserait non seulement à diminuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais aussi à « contrer la Chine » et à « augmenter la production domestique ».

Le montant de la taxe serait déterminé en fonction du différentiel d'« intensité de pollution » entre les productions étrangères et américaines, calculée sur la base d'une méthodologie dont l'élaboration serait confiée au Département du Trésor et à un nouveau « Conseil consultatif ». La taxe s'appliquerait à une liste de produits qui comprendrait notamment le fer, l'acier, l'aluminium, le pétrole brut, les biocarburants, l'hydrogène, le ciment, le verre, les batteries au lithium, les minéraux critiques et un ensemble de composants utilisés dans les installations solaires et éoliennes. La taxe ne s'appliquerait cependant pas aux importations originaires de pays en voie de développement ou membres d'un « accord de partenariat » avec les États-Unis, accords qui devraient être négociés par la Représentante au Commerce américaine (USTR) sur demande du Président. Des exemptions pourraient également être accordées, notamment en cas d'insuffisance de la production américaine du bien concerné ou pour des motifs de sécurité nationale. Cette proposition ne prévoit toutefois pas la mise en place d'un mécanisme de tarification interne du carbone émis aux États-Unis.

5. Les États-Unis adoptent un nouveau paquet de sanctions contre la Russie

Le Département américain du Trésor a [annoncé](#) le 2 novembre une série de mesures visant à renforcer les sanctions contre la Russie et la lutte contre leur contournement. Le Département du Trésor a ainsi sanctionné une centaine d'individus et entités évoluant dans les secteurs énergétique, métallurgique, minier et militaro-industriel, accusés de soutenir l'effort de guerre russe. Ces mesures doivent permettre de « perturber les producteurs, exportateurs et importateurs de la quasi-totalité des biens hautement prioritaires identifiés par la coalition internationale imposant des sanctions et des contrôles à l'exportation à l'égard de la Russie ». Ces 45 biens prioritaires sont [recensés](#) par le Département américain du Commerce et font l'objet d'un contrôle renforcé dans le cadre d'une coalition associant les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et le Royaume-Uni. Ce nouveau paquet de sanctions vise également plusieurs entités basées en Chine, en Turquie et aux Émirats arabes unis. Une récente analyse [produite](#) par le service d'analyse financière du Trésor américain (FinCEN) a mis en exergue leur rôle accru dans les schémas de contournement pour l'acheminement de biens prioritaires dont bénéficie la Russie. Le Département du Commerce a de son côté annoncé avoir [ajouté](#) 13 entités à l'*Entity List* tandis que le Département d'État a également [sanctionné](#) 90 entités et individus accusés de contribuer au soutien de l'effort de guerre russe.

Brèves

- Le 30 octobre, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [annoncé](#) la résolution d'un cas initié au titre du Mécanisme de résolution rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) concernant les droits des travailleurs d'une entreprise de transport aérien mexicaine.

- Le 31 octobre, le Bureau de l'USTR a [annoncé](#) que l'USTR adjoint pour l'Amérique, l'Europe et le Moyen-Orient, J. White, quitterait ses fonctions le 1^{er} novembre.
- Le 31 octobre, le Département américain du Trésor a [annoncé](#), en coordination avec le Canada et le Royaume-Uni, de nouvelles sanctions à l'égard de la Birmanie, visant notamment à [interdire](#) à toute « US person » de fournir des services financiers au profit de l'entreprise publique birmane Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE), impliquée dans l'extraction, la production et la distribution de pétrole et de gaz en Birmanie et désignée par l'Union européenne en février 2022. Le Département du Trésor a également annoncé la désignation de 3 entités et 5 individus birmans liés à la junte militaire au pouvoir.
- Le 1^{er} novembre, l'USTR et le Département du Commerce ont [annoncé](#) la tenue d'un septième cycle de négociation du Cadre économique indopacifique (IPEF) à San Francisco du 5 au 12 novembre prochain, en amont du Sommet l'APEC.
- Le 1^{er} novembre, 17 syndicats et organisations non-gouvernementales américains ont adressé une lettre au Président Biden afin de lui faire part de leur « appréciation des efforts déployés par [l']administration pour garantir que les dispositions relatives au commerce numérique du Cadre économique indopacifique (IPEF), de l'OMC, et d'autres accords commerciaux internationaux soient compatibles avec [l]es objectifs » de « protection de la vie privée des Américains [...], des enfants en ligne, des droits des travailleurs [et] de marchés juste et concurrentiels, libres de la prédation des monopoles ». Ce courrier intervient dans le contexte où les États-Unis ont annoncé la semaine dernière, une redéfinition de leur position dans les négociations sur le commerce numérique à l'OMC [voir [Brèves sectorielles du 27 octobre 2023](#)].

Climat – énergie – environnement

6. Le Groupe de travail États-Unis – Union européenne sur la sécurité énergétique poursuit ses travaux

Le 31 octobre, le groupe de travail États-Unis – Union européenne sur la sécurité énergétique s'est [réuni](#) pour la 11^e fois. La discussion a porté sur la diversification des sources d'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel et sur l'augmentation des échanges de gaz naturel liquéfié (GNL) entre les États-Unis et l'Europe. Les États-Unis sont désormais le premier fournisseur de GNL de l'Europe. Les deux parties ont également discuté d'AggregateEU, le mécanisme européen d'agrégation de la demande de gaz et d'achats groupés, qui a permis aux entreprises européennes d'améliorer leur sécurité d'approvisionnement et de négocier des prix plus compétitifs.

La discussion a également porté sur les mesures concrètes mises en œuvre par l'UE pour réduire davantage la demande européenne de gaz, notamment par le biais de mesures d'efficacité énergétique, du déploiement des pompes à chaleur et des thermostats intelligents, d'une utilisation accrue des énergies renouvelables et de changements structurels dans la demande industrielle en Europe.

7. Les États-Unis et le Japon ont tenu leur deuxième dialogue annuel sur la sécurité énergétique

Du 16 au 18 octobre, les États-Unis et le Japon ont [tenu](#) leur deuxième dialogue annuel sur la sécurité énergétique. Les deux pays indiquent qu'ils observent attentivement les répercussions des événements géopolitiques actuels sur les marchés mondiaux de l'énergie et ont souligné leur volonté d'être des partenaires énergétiques essentiels.

Les États-Unis et le Japon ont reconnu la nécessité de parvenir à la sécurité énergétique et à la décarbonisation dans le monde entier, et en particulier en Asie. Les deux pays ont réitéré leur engagement à mettre en œuvre le Global Methane Pledge. Ils ont réaffirmé leur engagement à poursuivre leurs efforts avec l'Union européenne et quinze autres pays pour développer une approche consensuelle de la mesure, de la surveillance, de la déclaration et de la vérification des émissions de gaz à effet de serre provenant des combustibles fossiles.

Les États-Unis et le Japon ont souligné l'importance du renforcement et de la diversification des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques. Ils se sont engagés à poursuivre leur collaboration sur le développement responsable des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques dans le cadre du Mineral Security Partnership et d'autres enceintes multilatérales.

Enfin, les États-Unis et le Japon ont déclaré qu'il existe des possibilités de nouvelle collaboration, notamment l'éolien en mer. Les deux pays ont souligné l'importance de l'énergie nucléaire en tant que facteur clé de la sécurité énergétique et de la fourniture d'une énergie propre et abordable. Ils ont réaffirmé l'importance de chaînes d'approvisionnement en combustible nucléaire sûres, à l'abri de toute coercition géopolitique. Ils ont également échangé leurs points de vue sur l'utilisation potentielle de l'hydrogène propre et de ses dérivés, tels que l'ammoniac, pour produire de l'énergie thermique sans émission.

8. Le Département de l'Énergie annonce 1,3 Md\$ pour trois lignes de transport d'électricité

Le 30 octobre, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) un investissement de 1,3 Md\$ dans trois lignes de transport d'électricité traversant six États : Arizona, Nevada, New Hampshire, Nouveau-Mexique, Utah et Vermont. Cet investissement est permis par les fonds de la loi bipartisanne sur les infrastructures. Selon le DoE, les projets devraient ajouter 3,5 GW de capacité de réseau

supplémentaire à travers les États-Unis et devraient également renforcer la résilience et la fiabilité du réseau.

Le DoE a également [publié](#) la version finale de l'étude nationale sur les besoins en transport d'électricité (Needs Study). Cette étude estime que d'ici 2035, la capacité de transport interrégionale existante doit être quintuplée pour parvenir à une décarbonation de l'économie et permettre à l'Inflation Reduction Act de libérer tout son potentiel en matière d'énergies propres.

9. Le Département d'État et l'organisation SAFE annoncent un partenariat pour diversifier les approvisionnements minéraux

Le 1^{er} novembre, le Département d'État (DoS) et l'organisation SAFE ont [annoncé](#) la création du Minerals Investment Network for Vital Energy Security and Transition (MINVEST), un nouveau partenariat public-privé avec le Center for Critical Minerals Strategy de SAFE.

Selon le communiqué, le partenariat MINVEST doit favoriser le dialogue public-privé et stimulera l'investissement dans des activités stratégiques d'extraction, de traitement et de recyclage qui respectent des normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) élevées. L'organisation SAFE est non partisane, à but non lucratif. Sa mission est de diversifier les sources de carburant et les chaînes d'approvisionnement nécessaires à l'énergie, au transport et à la défense.

10. Les États-Unis et la Norvège renforcent leur partenariat et leurs priorités bilatérales sur l'énergie, les minéraux et le climat

Le 30 octobre, les États-Unis et la Norvège se sont [rencontrés](#) à l'occasion du Forum de haut niveau américano-norvégien sur l'énergie et le climat. Le communiqué indique que les deux pays font progresser leurs priorités bilatérales et leurs intérêts communs, notamment l'assistance énergétique à l'Ukraine, la sécurité énergétique européenne, la transition vers les énergies propres et leur collaboration commerciale, y compris pour ce qui concerne les minéraux critiques et la diversification des chaînes d'approvisionnement.

Les États-Unis et la Norvège se sont engagés à investir davantage dans les sources d'énergie renouvelables et à renforcer leur coopération afin d'atteindre leurs objectifs respectifs en matière de transition énergétique.

Le communiqué indique que les deux pays ont pour objectif de collaborer à la mise en place de chaînes d'approvisionnement sûres et solides pour la transition vers les énergies vertes. Le communiqué précise que la Norvège a l'ambition d'être le leader mondial de l'utilisation des ressources minérales de ses fonds marins. La Norvège est le premier exportateur de cobalt vers les États-Unis et fait partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement européenne.

Brèves

- Le 31 octobre, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) l'approbation du projet Coastal Virginia Offshore Wind (CVOW). Ce projet devrait fournir environ 2,6 GW d'énergie éolienne offshore.

Industrie

Brèves

- Le fabricant américain de semi-conducteurs et de disques durs Western Digital [a annoncé](#) se scinder en deux entreprises, l'une en charge de la production de mémoire flash, reprenant les activités du groupe SanDisk acquis en 2016, et l'autre des disques durs. Cette annonce est intervenue alors que Western Digital a pris la décision de se retirer des négociations relatives à sa fusion avec Kioxia, l'ancienne filiale « semi-conducteurs » du groupe Toshiba. Cette décision, qui intervient suite à l'opposition du fabricant de puces sud-coréen SK Hynix, compromet les ambitions de Bain Capital de créer un géant américano-japonais dans le secteur des puces mémoire (Nand memory sector).

Distribution et divertissement

Brèves

- Dans une [déclaration](#) le 1^{er} novembre, The Walt Disney Company s'est dite prête à acquérir pour 8,6 Md\$ les 33 % de l'entreprise de streaming américaine Hulu possédés par NBCUniversal, filiale de son rival Comcast. Disney avait déjà acquis un tiers des parts de Hulu en 2009, via sa filiale ABC, et en avait acquis un autre tiers suite au rachat de 21st Century Fox en 2019. Cette proposition donnerait à Disney le contrôle exclusif de la plateforme Hulu, et la valoriserait à 27,5 Md\$.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA uniformise et renforce les exigences réglementaires en matière d'élevage biologique

Après une période de consultation publique de plus d'un an où 40 000 commentaires écrits ont été enregistrés, le Département de l'Agriculture (USDA) a [publié](#) le 2 novembre, la version finale de

l'Organic Livestock and Poultry Standards (OLPS). Ce règlement uniformise, actualise et renforce les normes de bien-être animal qui doivent s'appliquer aux élevages biologiques. Les éleveurs auront 1 an pour s'y conformer et 5 ans pour s'adapter aux dispositions relatives aux espaces d'élevage des volailles.

En harmonisant et en relevant les exigences minimales en matière de bien-être animal, ce nouveau texte permet une plus grande équité entre les producteurs et une information plus précise et transparente pour le consommateur.

Ce nouveau règlement était attendu de longue date par les acteurs du bio qui [déploraient](#) l'absence de standards clairs, précis et obligatoires pour garantir un traitement des animaux conforme aux attentes des consommateurs, notamment sur l'accès aux espaces extérieurs dont les conditions pouvaient être très variables d'un élevage bio à l'autre. Ce texte constitue le premier règlement fédéral comportant des dispositions minimales sur le bien-être animal.

Pour être labellisés bio, les éleveurs devront à présent respecter des obligations sur les caractéristiques des espaces intérieurs et extérieurs d'élevage, qui doivent permettre l'expression du comportement naturel de l'animal de jour comme de nuit. Par exemple, pour l'élevage de volailles, cela concerne la densité d'élevage qui permette à l'animal de pouvoir s'étendre et l'accès à des espaces extérieurs dont les trois quarts de la surface sont en terre pour qu'il puisse gratter le sol. Le soin aux animaux doit aussi minimiser stress et souffrance. En particulier, seules les interventions physiques à des fins d'identification sont admises. En revanche, des interventions comme la castration à vif, la coupe de queue, de dents et le débecquage sont proscrites. Par ailleurs, les exigences sur les conditions de transport et d'abattage sont renforcées : le transport doit se faire dans un milieu tempéré adapté à l'animal, pendant moins de huit heures ; si le temps de transport est supérieur, l'exploitant doit pouvoir décrire les adaptations du mode de transport aux besoins biologiques de l'animal.

Les organisations professionnelles agricoles généralistes ont pris acte de la décision sans commentaire particulier. Lors de la phase de consultation, le National Chicken Council (NCC) et l'American Farm Bureau Federation (AFBF) s'étaient [inquiétés](#) de l'augmentation des coûts de production que ces mesures réglementaires engendreraient. En revanche, l'Organic Trade Association (OTA), qui représente les intérêts de la filière bio, salue ce règlement dans un [communiqué de presse](#).

Numérique et innovation

12. Le décret exécutif sur l'IA bénéficie d'un accueil généralement positif auprès des parties prenantes américaines

Le Président Joe Biden a [signé](#) le 30 octobre un décret exécutif intitulé « on the Safe, Secure, and Trustworthy Development and Use of Artificial Intelligence ». Ce décret renforce les engagements volontaires pris entre le Gouvernement et les acteurs du numérique en juillet 2023.

Le décret établit de nouvelles directives axées sur la sûreté et la sécurité des systèmes d'IA, la protection de la vie privée, la justice sociale, l'innovation et la compétitivité. Il appelle l'administration à mobiliser les ressources fédérales pour faire émerger des normes techniques et favoriser la diffusion de l'usage de l'IA au sein de l'économie américaine. Il entend également limiter les risques associés à l'IA, notamment en matière de cybersécurité et de justice sociale.

Le décret introduit des obligations déclaratives pour les entreprises spécialisées en IA et les fournisseurs de services de cloud, qui devront informer l'administration américaine de certaines de leurs activités, notamment leurs relations avec des clients étrangers et les mesures mises en œuvre pour sécuriser le développement et l'accès à leurs produits.

Le décret prévoit également un renforcement du suivi de ces sujets au niveau de la Maison-Blanche avec l'instauration d'un comité spécialisé en IA. Composé des principales agences fédérales, ce comité sera dirigé par le directeur de cabinet adjoint de la Maison-Blanche responsable des politiques publiques.

La Vice-présidente Kamala Harris – lors d'un [discours](#) en marge du Sommet de Bletchley Park – a présenté les contours d'un projet de memorandum rédigé par l'Office of Management and Budget (OMB), afin d'orienter les agences dans la mise en œuvre du décret présidentiel. Ce memorandum est actuellement soumis à consultation publique jusqu'au 5 décembre et devrait être adopté définitivement début 2024. La Vice-présidente a également annoncé à cette occasion la création de l'Institut de sécurité pour l'IA aux États-Unis (U.S. AI Safety Institute).

Ce décret présidentiel a suscité un nombre important de [réactions](#) des acteurs industriels, politiques et intellectuels. Les grandes entreprises du numérique, telles que Google et Microsoft, expriment à ce stade un optimisme prudent. Ainsi, Kent Walker (Google) est confiant sur le fait que les pratiques de son entreprise s'aligneront sur les principes énoncés, tandis que Brad Smith (Microsoft) [voit](#) le décret comme une avancée significative pour la gouvernance de l'IA. D'autres entreprises, comme Salesforce et IBM, ont salué les efforts pour promouvoir une utilisation responsable des systèmes d'IA. En outre, la Consumer Technology Association (CTA), par

l'intermédiaire de Gary Shapiro, a [insisté](#) sur la nécessité d'actions plus poussées du Congrès, tout en appréciant les mesures visant à faciliter l'attraction de talents étrangers hautement qualifiés sur le sol américain et en reconnaissant le décret comme un pas vers le leadership en matière d'IA. A contrario, Carl Szabo de NetChoice a [critiqué](#) le décret comme une tentative de régulation excessive.

Les laboratoires d'idées et les ONG affichent des positions plus équilibrées, certains louant l'approche globale du décret à l'instar de [l'Atlantic Council GeoEconomics Center](#), tandis que d'autres, comme [Fight For the Future](#), estimant que celui-ci pourrait aller plus loin.

Au Congrès, le sénateur Schumer (D-NY) a [déclaré](#) accueillir favorablement le décret exécutif tout en soulignant le caractère incontournable d'une action du Congrès en la matière.

Brèves

- D'après les informations divulguées par le [Wall Street Journal](#), Google renforcerait sa position dans le secteur de l'IA. La société se serait engagée à investir jusqu'à 2 Md\$ dans Anthropic, avec un versement initial de 500 M\$. Outre Anthropic, Google aurait effectué plusieurs autres investissements notables dans des startups de l'IA, telles que AI21 Labs, Hugging Face, Runway, Voiceflow et Modular. Ces initiatives placent Google parmi les entreprises technologiques investissant le plus activement dans l'avenir de l'IA.
- Chuck Schumer (D-NY), chef de la majorité au Sénat, poursuit sa série de « Forums Insight » dédiés à l'IA. [Trois nouvelles réunions](#) ont récemment été organisées à ce titre. Le 24 octobre, un forum centré sur l'innovation a accueilli Microsoft ainsi que plusieurs startups du domaine. Le 1^{er} novembre, deux autres forums ont été organisés respectivement sur la main-d'œuvre (Accenture et des grands syndicats échangeant à cette occasion sur les enjeux et les perspectives pour les salariés) et sur l'IA à « haut potentiel » (réunissant des spécialistes et l'entreprise Clearview AI pour aborder les questions éthiques et de sécurité).
- Au troisième trimestre, Airbnb a [rapporté](#) un bénéfice de 4,4 Md\$, soutenu par un avantage fiscal (2,8 Md\$). Son chiffre d'affaires a augmenté de 18 % pour atteindre 3,4 Md\$. Parallèlement, DoorDash a vu une [croissance](#) de ses commandes de 24 % et une augmentation de son chiffre d'affaires de 27 % à 2,2 Md\$. Ces chiffres contrastent fortement avec la situation de WeWork, qui [prévoit](#) de déposer le bilan la semaine prochaine. L'action de WeWork a chuté d'environ 96 % cette année.
- Match Group a [annoncé](#) un accord dans le cadre de son procès contre Google. Match avait précédemment accusé Google de monopoliser le marché via Google Play. Selon les

termes de l'accord, Google restituera 40 M\$ à Match. D'ici le 31 mars 2024, les applications de Match adopteront le système de facturation de Google. Malgré cet accord, Epic Games confirme son intention de poursuivre seul son procès contre Google.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)